



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

La Nouvelle-Calédonie : vingt années de concorde, 1988-2008 / sous la direction de Jean-Marc Regnault
éd. Publications de la Société française d'histoire d'Outre-Mer, 2008
cote : 57.352

Destins des collectivités politiques d'Océanie : peuples, populations, nations, États, territoires, pays, patries, communautés, frontières : actes du colloque international organisé du 7 au 10 mars 2011 à Nouméa / sous la direction de Jean-Yves Faberon, Viviane Fayaud et Jean-Marc Regnault
éd. Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2011
cote : 58.115

Peuple premier et cohésion sociale en Nouvelle-Calédonie : identités et rééquilibrages : actes du colloque organisé à Nouméa les 30 et 31 août 2012 par la Maison de la Mélanésie-Paul de Deckker / sous la direction de Jean-Yves Faberon et de Thierry Mennesson
éd. Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2012
cote : 58.475

Plus encore que pour le tour de force qui a consisté à publier l'année même de leur tenue, les Actes des trois colloques réunis à Paris les 25 et 26 avril 2008, à Nouméa du 7 au 10 mars 2011 et les 30 et 31 août 2012, il faut féliciter pour leur courage et leur lucidité les organisateurs qui ont décidé de traiter de questions passionnantes pour des universitaires, mais brûlantes pour les politiques : les destins institutionnels, mais aussi économiques, financiers et culturels des collectivités politiques d'Océanie. En clair, il s'agissait de faire le point, avec l'appui et la participation de toutes les institutions de la République et des collectivités concernées, de la politique de la France à l'égard de ses territoires désignés habituellement depuis plusieurs années comme étant « du Pacifique », et heureusement rebaptisés « Océanie », en référence à une phrase de Le Clézio plusieurs fois citée : « *L'Océanie c'est le continent invisible* ». (Raga, Le Seuil 2006)

Les trois ouvrages que nous présentons ici sont les archives d'une histoire commencée avec le colloque réuni à Paris en avril 2008 pour les 20 ans des accords de Matignon-Oudinot. C'était la première fois qu'étaient réunis et qu'échangeaient les acteurs des événements de 1984-1989 en Nouvelle-Calédonie, du moins les survivants, dont Michel Rocard et Jacques Lafleur, et qu'étaient sollicitée leur mémoire. Les Actes furent publiés par la Société Française d'Histoire d'Outre-Mer, sous la direction de Jean-Marc Regnault,



Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

des universités de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie et de Viviane Fayaud, du réseau Asie-Imasie du CNRS. Le succès de cette rencontre, et l'approche de nouvelles échéances électorales sur l'avenir de cette collectivité « sui generis » qui sera appelée à voter pour un scrutin d'autodétermination entre 2014 et 2018, décidèrent ses organisateurs, à faire appel à leur collègue Jean-Yves Faberon de l'Institut de droit d'outre-mer pour organiser un nouveau colloque destiné à la clarifier les termes du débat, ce fut celui de 2011 à Nouméa sur les « Destins des collectivités politiques d'Océanie », puis à le compléter par un colloque supplémentaire en 2012, toujours à Nouméa, centré sur l'application des décisions politiques prises en 1989 et 1999 pour rendre au peuple kanak sa place dans son pays

Le premier des deux volumes sur les « Destins », sous titré « Théories et pratiques » présente d'abord le champ des constructions institutionnelles nées de la décolonisation, puis des monographies de la plupart des entités pluriethniques/multiculturelles de l'espace anglophone du Pacifique, Fidji, Micronésie, îles Cook, Hawaï . Mais les organisateurs ont tenu à élargir le spectre de leurs recherches en explorant les relations qui se sont établies entre peuple premier/autochtone et immigrants/allochtones, au Canada, au Québec, en Suisse, ainsi que les relations plus ou moins privilégiées, fédération, confédération, adjonction, association qui balisent le parcours entre dépendance et indépendance et qu'ils sont allés chercher aussi bien au Groenland qu'à Puerto Rico ou aux Antilles néerlandaises.

Le deuxième volume sous-titré « Singularités » apporte des éclairages passionnants sur la vie sociale, politique et sur l'histoire institutionnelle des deux principaux territoires, la Polynésie française et, plus longuement la Nouvelle-Calédonie. Y sont rassemblées les contributions de fins connaisseurs des réalités calédoniennes et kanak : Hamid Mokaddem, Léon Wamytan, Régis Lafarge, Déwé Gorodé, Louis-José Barbançon, Ismet Kurtovitch. Je fais une mention particulière à l'exposé magistral de Alain Chrisnacht, le bon génie des accords de Nouméa, qui a décrit en six points les « Perspectives institutionnelles pour la Nouvelle –Calédonie, face à l'échéance prochaine du scrutin d'autodétermination ». Il est rare qu'un haut-fonctionnaire puisse mettre aussi clairement les « politiques » concernés devant leurs responsabilités, à partir du constat et de l'affirmation d'une réalité, l'existence du peuple kanak et le respect de son droit à l'autodétermination.

Peuple premier et cohésion sociale en Nouvelle-Calédonie : identités et rééquilibrages, paru en 2012, examine le contenu social, culturel et économique des cadres institutionnels définis dans les deux précédents ouvrages de cette trilogie. Le professeur Faberon et M. Mennesson, co-directeur de la Maison de la Nouvelle-Calédonie, rappellent que le colloque dont il contient les Actes a été la suite, et le complément du grand colloque de 2011 sur les Destins des collectivités politiques d'Océanie.

Cet ouvrage fait le point de toutes les questions qui se posent aujourd'hui dans ce territoire qui va devoir être consulté prochainement sur son avenir institutionnel. Autant dire qu'il devrait être lu par tous ceux qui à un titre ou à un autre s'interrogent sur le devenir de la Nouvelle-Calédonie-Kanaky.

L'allocation d'ouverture du Haut-commissaire expose les avancées incontestables qui ont été réalisées pour le rééquilibrage, qui est le maître mot pour désigner la politique d'émancipation et de décolonisation qui a été adoptée et scrupuleusement suivie par les présidents et les gouvernements depuis les accords de Matignon et Nouméa. Mais, et cela



Académie des sciences d'outre-mer

vaut d'être souligné, il ne cache pas que le rééquilibrage identitaire, en particulier la véritable égalité des chances concernant la réussite scolaire et l'accès au marché du travail n'est pas encore effectif. Et il se demande s'il ne faudra pas revoir les modalités de cette politique pour tenir compte de deux contraintes majeures : la compatibilité de l'identité kanak avec le destin commun ainsi que des contraintes budgétaires, deux questions de fond qui forment le nœud calédonien-kanak-métropole.

Toutes les questions sont traitées dans les 465 pages de l'ouvrage. Citons en quelques unes : le droit coutumier, le statut personnel, la réforme foncière, le patrimoine immatériel kanak, les institutions coutumières, la place des non-kanak, les inégalités socio-spatiales, le rééquilibrage politique de l'école à l'emploi, la pauvreté, la santé

L'observateur des affaires calédoniennes de ces cinquante dernières années que je suis est frappé par le considérable renouvellement des intervenants kanak et non-kanak des deux derniers colloques, et par le profond changement de perspective qui prend en compte le monde kanak et l'impérieuse nécessité de définir et de mettre en œuvre une nouvelle façon de vivre ensemble, c'est à dire de rééquilibrer les rapports économiques, sociaux et politiques, tout en préservant les identités, la cohésion sociale dans le Territoire et les liens avec la métropole. Ce n'est pas pour alléger la responsabilité des politiques mais, cela devrait les éclairer.

Michel Levallois